

Mexique

Le mouvement syndical à la croisée des chemins

Michel HUSSON

Avec l'élection à la présidence de Vicente Fox, le 2 juillet dernier, c'est une période qui s'achève au Mexique. La fin de la domination du PRI aura des répercussions importantes sur l'ensemble du mouvement syndical, qu'il soit « officia- liste » ou indépendant. Il connaît en effet une crise à deux dimensions. D'un côté, le syndicalisme mexicain rencontre les difficultés classiques liées aux restructurations, à l'introduction des nouvelles technologies, aux privatisations et à la mondialisation. Certaines branches fortement syndiquées, comme la métallurgie et le textile sont particulièrement concernées par les réductions d'effectifs ; en sens inverse, le développement des *maquiladoras* (zones franches) se fait en l'absence de toute présence syndicale.

Il est également confronté à la remise en cause du système politique mexicain, qui est caractérisé par une forme très particulière de corporatisme. Ainsi, la principale centrale syndicale, la CTM constituée, depuis 1936, l'un des « sec-

teurs » du PRI. Depuis les années soixante, les syndicats officiels sont organisés au sein du Congrès du Travail, qui

regroupe 32 centrales, fédérations et gros syndicats. La difficile modernisation

Au fil des ans, ce type de structuration apparaissait de moins en moins adéquat au nouveau modèle économique. Le tournant néolibéral du milieu des années quatre-vingt a fait ressortir le manque de cohérence de la politique syndicale du PRI. Celle-ci est dorénavant confrontée à une contradiction insoluble : le corporatisme syndical est l'une des bases essentielles du pouvoir d'Etat mais il représente en même temps un obstacle à une modernisation passant par la flexibilité des marchés du travail.

L'une des premières décisions du président Salinas de Gortari (1988-1994) fut d'éliminer deux directions syndicales réputées pour leurs méthodes de gangsters, à savoir le syndicat des enseignants et surtout celui du pétrole, dont le dirigeant historique, *La Quina*, fut jeté en prison. Le gouvernement chercha ensuite à susciter un syndicalisme rénové capable d'accompagner une refonte radicale des

relations de travail. La principale tentative fut la création de la FESEBES, fédération à vocation large puisqu'elle

MEXIQUE

regroupe les syndicats du « secteur des biens et services ». A sa tête est placé Francisco Hernandez Juarez, membre du PRI et dirigeant du Syndicat des Téléphonistes (STRM). C'est à ce titre qu'il avale et négocie la privatisation de TELMEX, la compagnie mexicaine de téléphone, tout en plaidant en faveur d'un « nouveau syndicalisme » fondé sur la coopération avec l'employeur.

La CTM s'oppose immédiatement à ce qu'elle perçoit comme une machine de guerre tournée contre elle, d'autant plus qu'on y trouve le Syndicat Mexicain des Electriciens (SME), l'un de ses opposants les plus systématiques. Mais cette tenta-

réussi à créer un interlocuteur institutionnel capable de se substituer à la traditionnelle CTM. Sur le terrain, en revanche, les privatisations sont un formidable levier de « dé-corporatisation » des relations professionnelles à travers la renégociation des contrats collectifs de travail.

La présidence d'Ernesto Zedillo (1994-2000) s'ouvre dans un contexte troublé. Son prédécesseur à la candidature a été assassiné, l'insurrection zapatiste a fait irruption sur la scène politique le 1er janvier 1994 et une grave crise monétaire éclate en décembre 1994, quelques jours après l'entrée en fonction du

e
ser
a
fi-
na-
le
me
n t
u n
é c
h e
c ,
d a
n s
l a
me
sur
e
o ù
Sal
i-
n a
s
n'a
ura
p a
s

Glossaire des sigles

CILAS	Centre de Recherche sur le Travail et de Conseil aux Syndicats
CIOAC	Centrale Indépendante des Ouvriers Agricoles et Paysans
COR	Confédération Ouvrière Révolutionnaire
CROC-D	Confédération Révolutionnaire des Ouvriers et Paysans - Démocratique
CTM	Confédération du Travail Mexicain
FAT	Front Authentique du Travail
FESEBES	Fédération des Syndicats du Secteur des Biens et Services
FNSU	Fédération Nationale des Syndicats Universitaires
MPI	Mouvement Proletarien Indépendant
PAN	Parti d'Action Nationale
PRD	Parti Révolutionnaire Démocratique
PRI	Parti Révolutionnaire Institutionnel
SME	Syndicat Mexicain des Electriciens
SNTE	Syndicat National des Travailleurs de l'Education
SNTSS	Syndicat National des Travailleurs de la Sécurité Sociale
STRM	Syndicat des Téléphonistes de la République Mexicaine
STUNAM	Syndicat des Travailleurs de l'Université Nationale Autonome de Mexico
SUTERM	Syndicat Unique des Travailleurs de l'Electricité de la République Mexicaine
SUTIN	Syndicat Unifié des Travailleurs de l'Industrie Nucléaire
UNT	Union Nationale des Travailleurs

nouveau Président. La récession qui va s'en suivre aura pour conséquence un recul brutal, de l'ordre de 25 % du pouvoir d'achat des salariés. Dans ces conditions, l'omnipotence du président de la République est remise en cause, encore plus à partir de 1997 où le PRI devient minoritaire au Parlement. Dans de telles circonstances, le gouvernement Zedillo n'a pas été en capacité de prendre aucune initiative marquante dans le champ syndical. Celui-ci est traversé par un vigoureux processus de recomposition qui échappe largement au contrôle du PRI.

Une recomposition syndicale foisonnante

Dès 1995 (année de récession et de recul salarial) apparaît un premier regroupement intitulé « Forum syndical face à la crise et à la Nation ». Il regroupe le SNTE, la COR, le SME, la FESEBES, le SNTSS, le FAT et les syndicats universitaires. Cette liste permet de vérifier la tendance nouvelle à la formation de regroupements se situant à cheval sur la frontière qui séparait traditionnellement syndicalismes officialiste et indépendant. Ses thèmes prioritaires concernent le refus des nouveaux projets de privatisation (électricité et pétrole) et la dénonciation des pactes signés entre le syndicalisme officiel et le gouvernement depuis 1987. Le Forum sert aussi d'outil de solidarité aux luttes menées tout au long de la période dans de nombreux secteurs (aviation, électricité, téléphones, universités, sécurité sociale, pétrole). C'est aussi un lieu de réflexion et d'élaboration sur la question du corporatisme, la négociation de la productivité et les fonctions du syndicalisme.

Un peu plus tard, apparaît un autre regroupement, la Coordination Intersyndi-

cale Premier Mai. On y retrouve le FAT et le STUNAM qui font aussi partie du Forum, mais aussi le SUTIN, la CROC-D et le MPI. Cette nouvelle énumération de sigles permet d'illustrer à nouveau l'éclatement organisationnel du syndicalisme mexicain, mais aussi la complexité du processus de recomposition à l'œuvre. Certains courants du syndicalisme officiel (COR et CROC-D font partie, avec la CTM, du Congrès du Travail) se détachent pour s'allier à des piliers du syndicalisme indépendant voire à une organisation ultra-gauche comme le MPI, par ailleurs bien implantée dans les transports urbains.

La création de l'UNT

Le 21 juin 1997, Fidel Velazquez Sanchez, dirigeant de la CTM depuis 40 ans, meurt à l'âge de 97 ans. Il avait personnalisé, pendant plus d'un demi-siècle, la subordination du syndicalisme au gouvernement du PRI. Sa mort ouvre une période de recomposition, d'autant plus qu'elle est suivie, en juillet, par la victoire électorale de l'opposition politique, PRD et PAN, et par l'élection du dirigeant du PRD, Cuauhtémoc Cárdenas, à la mairie de Mexico.

Un pas supplémentaire est alors franchi avec l'appel à la constitution d'une nouvelle confédération. L'initiative vient, cette fois encore, d'Hernandez Juarez, le dirigeant de la FESEBES et du STRM. Il convoque une réunion nationale visant à lancer une Union Nationale des Travailleurs. Cependant une partie importante du Forum ne suit pas. Le SNTE, le SME et la COR refusent de franchir cette étape qui remettrait en cause leurs normes internes. La scission est animée par Elba Esther Gordillo, ancienne dirigeante du SNTE

MEXIQUE

qui propose au contraire une ligne de réconciliation avec le Congrès du Travail.

L'UNT est finalement créée le 28 novembre 1997. Outre le STRM, les principaux syndicats fondateurs sont le STRM, SNTSS, la fédération des syndicats universitaires, le FAT, ainsi que la CIOAC, un syndicat paysan. A la direction de l'UNT, on retrouve notamment un représentant du Front Authentique du Travail (FAT), ainsi qu'Alejandra Barrales Magdalena très populaire dirigeante d'un mouvement d'hôtesse de l'air. Malgré sa petite taille, le FAT a ainsi joué un rôle particulièrement important en insistant pour que la nouvelle confédération affirme son indépendance politique et se dote de structures démocratiques.

La création de l'UNT représente une étape supplémentaire dans la remise en cause du syndicalisme officiel en proposant une alternative au Congrès du Travail. Il n'en reste pas moins que deux de ses principaux dirigeants, Hernandez Juarez et Rosado Garcia (du SNTSS) ont une longue carrière au sein du PRI. A la tête du syndicat des téléphonistes, le premier a négocié la privatisation, plutôt que de s'y opposer et s'est longtemps fait le promoteur d'une cogestion entre syndicats et employeurs. La démocratie n'est pas non plus garantie à l'intérieur de l'UNT si l'on se réfère par exemple aux pratiques passées de Rosado Garcia à la tête du SNTSS, accusé de faire taire et d'expulser de nombreux opposants. Quant au positionnement général, toute la question est de savoir si l'UNT va jouer la carte de la radicalisation ou de l'accompagnement de la modernisation. Le meilleur test en sera la réforme du Code du travail.

Les projets de réforme du Code du travail

La Loi Fédérale du Travail date de 1931 et a été aménagée à la marge en 1970. Elle institue un régime de *closed shop* et un système de contrats collectifs assez « rigide ». A partir de 1986, l'ouverture commerciale, la promotion des zones franches (*maquiladoras*) poussent à la flexibilisation progressive des conventions collectives. Les privatisations donnent l'occasion de les renégocier en ce sens. L'idée d'une réforme en profondeur de la loi (une « refondation sociale » à la mexicaine) est très tôt avancée par la COPARMEX, la plus importante et la plus libérale des organisations patronales mexicaines. Elle est reprise en 1995, sous forme d'une proposition de loi du PAN qui conserve cependant ses distances à l'égard de l'ultra-libéralisme patronal.

Le PAN propose de flexibiliser les conditions d'emploi en introduisant des critères de compétence et de productivité pour moduler le principe exclusif de progression à l'ancienneté. Le projet propose la semaine de 40 heures (contre 48 actuellement), assortie d'une durée du travail annualisée. Il propose aussi qu'une partie des bénéfices des entreprises soit consacrée à l'actionnariat salarié. Les syndicats seraient dispensés de la reconnaissance officielle du ministère du Travail, mais seraient dessaisis de la responsabilité de la négociation des conventions collectives. Le PAN est favorable à une élection des délégués et du conseil d'entreprise, et c'est ce conseil qui négocierait, non plus un contrat ou convention collective, mais un pacte entre travailleurs et entreprise, qui n'aurait pas à être signé par le syndicat. La liberté syndicale a donc pour contrepartie la suppression du *closed shop*. Dans la même logique, le PAN demande aussi la sup-

pression des prud'hommes (*Juntas de Conciliación y Arbitraje*).

L'UNT a présenté à son tour un ensemble de propositions qui permettent de préciser son positionnement. Elle met la barre assez haut en réclamant l'élimination des syndicats corporatistes ou contrôlés par l'Etat, ainsi que la « liberté syndicale » définie comme le droit des travailleurs de former librement un syndicat. L'UNT voudrait aussi que l'on supprime tous les dispositifs d'encadrement de la négociation salariale par référence au salaire minimum. Celui-ci a en effet tellement baissé qu'il est surtout utilisé pour tirer vers le bas l'échelle des salaires. C'est pour cette raison que l'UNT demande la suppression de la Commission Nationale des Salaires Minimum. Mais cela revient à abandonner la voie d'une revalorisation significative du salaire minimum, et l'UNT prend ainsi le risque de contribuer à une déréglementation supplémentaire du marché du travail.

Une polarisation floue

Face à l'UNT, la CTM a du mal à s'adapter à la nouvelle donne. La meilleure illustration en est son incapacité à trouver à Fidel Velazquez un successeur incarnant un changement véritable. Le choix se portera finalement sur un vieux routier du syndicalisme officiel, Leonardo Rodríguez Alcaine, dirigeant du SUTERM. Contrairement à ce qu'indique son sigle, le syndicat n'est d'ailleurs pas « unique » puisqu'il s'oppose au SME, notamment sur la question de la privatisation. Celle-ci avait été annoncée par le président Zedillo en 1998, et le SUTERM de Rodríguez Alcaine semblait favorable à une négociation. Mais le SME a constitué un Front National de Résistance

contre la privatisation qui a réussi à l'empêcher jusqu'à maintenant.

On pourrait donc penser qu'il existe une claire polarisation entre une CTM conservatrice, enfermée dans sa politique d'appui inconditionnel à un parti qui a perdu le pouvoir d'Etat, et un mouvement syndical désormais réorganisé. En réalité la situation est beaucoup plus floue et évolutive, comme le montrent les réactions à la victoire de Fox.

La CTM opère à cette occasion une véritable volte-face. Quelques jours avant les élections présidentielles, son secrétaire général menaçait encore de déclencher une grève générale en cas de victoire de Fox. Mais, au lendemain de la victoire de Fox, c'est la CTM qui est la première à adresser ses félicitations au vainqueur. Le dialogue est bien entamé, puisque Rodríguez Alcaine fait une nouvelle ouverture en déclarant qu'il est prêt à appuyer certaines formes de privatisation de l'industrie électrique. Le président Fox lui répond aussitôt en le félicitant pour son propre succès dans une élection syndicale que beaucoup considèrent néanmoins comme frauduleuse.

Un autre message est adressé par le nouveau Président, qui nomme Carlos María Abascal Carranza au poste de ministre du Travail et de la prévision sociale. Cet ancien président de la confédération patronale COPARMEX milite depuis longtemps pour une révision radicale du Code du travail.

Du côté de l'UNT, sa direction a profité d'une entrevue avec Fox pour lui exposer ses grandes orientations. On peut les rappeler ici pour donner au moins une idée de l'ordre des priorités : « Non à la privatisation du pétrole, non aux changements constitutionnels qui rendraient possible la privatisation de l'industrie

MEXIQUE

électrique, un effort pour l'éducation et le monde du travail, maîtrise de l'Etat sur la terre et sur l'eau (...), réduction de la pauvreté et des inégalités sociales, lutte contre la corruption, amélioration des conditions de travail, réaffirmation de la souveraineté nationale sur les grandes décisions politiques, création d'un enregistrement public (libre) des syndicats et de tribunaux indépendants compétents en matière de relations professionnelles ». Par ailleurs, le secrétaire général de l'UNT a tenu à prendre ses distances à l'égard du « système autoritaire et corporatiste » du PRI, dont il fut pourtant l'un des dirigeants.

Quelques jours après les félicitations officielles de la CTM, un autre communiqué est publié, sous le titre de « *Pronunciamento* des travailleurs ». Il insiste lourdement sur la nécessité de défendre les acquis sociaux. Parmi les initiateurs de cette déclaration on retrouve le dirigeant du syndicat des pétroliers, Carlos Romero Deschamps, lui aussi membre de

la CTM. Mais le manifeste est également signé de dirigeants d'organisations comme le SME, la COR ou le CNT. Ce nouveau regroupement qui s'esquisse autour du *Pronunciamento* se situe dans le droit fil du Forum.

L'arrivée au pouvoir du PAN ne fera donc pas disparaître les contradictions qui traversent le syndicalisme mexicain. Comme le résume Hector de la Cueva, directeur du CILAS (un cabinet d'études et de conseils au syndicat), « Fox, en fonction des circonstances, va devoir faire quatre choses apparemment contradictoires » : continuer à travailler avec les vieux syndicats officialistes ; favoriser les syndicats maison (*blancos*) dans les *maquilladoras* du nord du Mexique ; ignorer purement et simplement les syndicats comme le font souvent les gouverneurs du PAN ; et s'il ne lui reste aucune alternative, reconnaître les syndicats indépendants.